

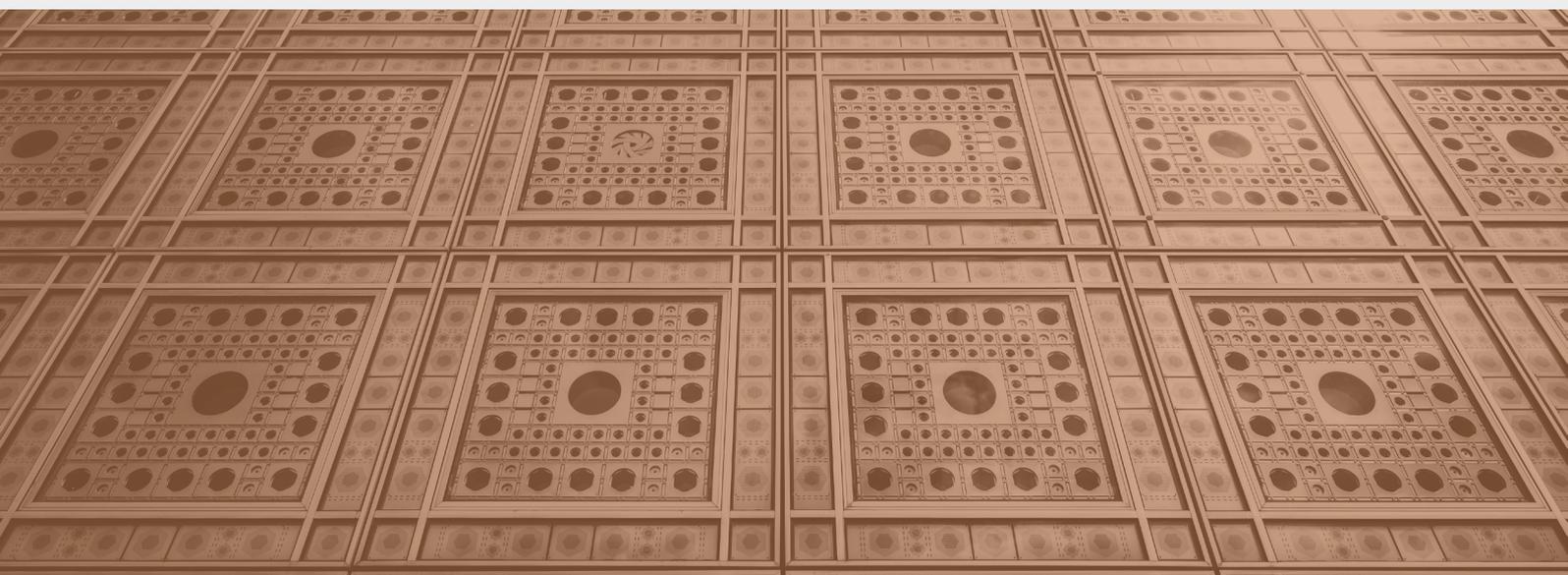


OBSERVATOIRE
du Maghreb

LES RELATIONS DES PAYS DU GOLFE AVEC LE MAGHREB ENTRE FLUCTUATIONS, INCOMPRÉHENSIONS ET INTÉRÊTS DIVERGENTS

Jean-Paul Ghoneim / Chercheur associé à l'IRIS, spécialiste des pays du Golfe

Avril 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Jean-Paul Ghoneim / Chercheur associé à l'IRIS,
spécialiste des pays du Golfe

Jean-Paul Ghoneim débute sa carrière professionnelle en 1972 à *RMC Moyen-Orient*. En 1998, il entre au ministère des Affaires étrangères comme attaché audiovisuel régional pour le Proche et le Moyen-Orient, poste basé à Amman. Il est nommé Conseiller de coopération et d'action culturelle à Jérusalem de 2006 à 2009, puis conseiller politique à Sarajevo. De retour à Paris, il occupe les fonctions de chargé de mission auprès du directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d'Orsay. De 2013 à 2016, il occupe les fonctions de Premier conseiller à l'ambassade de France à Manama, puis de 2016 à 2020 à Mascate dans les mêmes fonctions. Il est aujourd'hui chercheur associé à l'IRIS.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospecter des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Il serait réducteur d'appréhender la question des rapports entre les pays du Golfe et le Maghreb comme un ensemble de deux blocs monolithiques : d'une part le Maghreb qui regroupe la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye et les pays du Golfe, globalement le Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Koweït, Bahreïn et Oman.

En dépit des accolades, des grandes déclarations et des sourires, les rivalités entre deux États du Golfe, dont la politique est similaire malgré des approches radicalement différentes, sont bien réelles entre Doha et Abou Dabi. Ces deux pays s'affrontent depuis plus de dix ans. Le point culminant de cette rivalité, qui s'est transformée en hostilité ouverte, aura été le boycott décidé en juin 2017 à l'encontre de Doha pour le contraindre de cesser sa politique de soutien aux mouvements proches de la mouvance islamiste radicale. Depuis le sommet d'Al Ula (Arabie saoudite) du CCG en janvier 2021, les relations se sont apaisées, mais les intérêts des uns et des autres demeurent.

Un des terrains de cette rivalité est le Maghreb principalement l'Algérie, le Maroc, la Libye et dans une moindre mesure la Tunisie.

LES PRINTEMPS ARABES COMME POINT DE BASCULE

Un des détonateurs de cette situation aura été les printemps arabes et leurs conséquences qui ont secoué la région. L'appui inconditionnel du Qatar à ces mouvements issus de l'islam politique est emblématique. Ces mouvements de révolte contre les pouvoirs en place se sont propagés un peu partout en Afrique du Nord. Ils ont débouché sur des guerres civiles en Libye et en Syrie. Leur onde de choc a failli renverser la petite monarchie bahreïnie ce qui a eu pour effet d'inquiéter les monarchies saoudienne et émirienne, Abou Dabi ne pouvant pas tolérer la prise de pouvoir par des islamistes issus ou proches de la mouvance des Frères musulmans et leur pouvoir déstabilisateur.

C'est dans ce contexte qu'Abou Dabi et Riyad ont applaudi la chute du régime Morsi en Égypte et l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al Sissi qui a clôt la parenthèse « frériste » et jeter tous les leaders du mouvement en prison ou les a contraints à l'exil vers des terres plus accueillantes comme la Turquie.

Le renversement du régime de Mouammar Kadhafi en Libye a ouvert un lourd chapitre d'instabilité dans le pays qui a mené à une situation chaotique où les deux monarchies du Golfe se sont affrontées par milices interposées, Abou Dabi soutenant l'autoproclamé Maréchal Khalifa Haftar et le Qatar, avec l'appui de son allié turc, soutenant le camp adverse.

Les deux factions ont de ce fait reçu armes et subsides pour entretenir les différentes milices de leur mouvance.

La relation des Émirats arabes unis avec l'Algérie est passée par plusieurs phases. À l'époque d'Abdelaziz Bouteflika, la relation était correcte, voire bonne malgré des divergences idéologiques. Elle s'est nettement détériorée avec l'arrivée au pouvoir d'Abdel Madjid Tebboune qui a coïncidé avec des campagnes médiatiques algériennes émaillées de fausses nouvelles qui ont largement contribué à dégrader la relation entre les deux pays depuis juin 2023. Déjà en 2022, Mohamed Bin Zayed, le Président par intérim des Émirats, n'avait pas pris part au 31^e sommet de la Ligue arabe qui s'est tenu à Alger marquant ainsi sa mauvaise humeur vis-à-vis d'Alger.

Il existe des raisons profondes et des approches politiques divergentes qui constituent des pierres d'achoppement dans la relation devenue conflictuelle entre Abou Dabi et Alger. Parmi ces raisons on peut citer la relation privilégiée entre le Maroc et Abou Dabi et les irritants que sont la question du Sahara occidental, la normalisation avec Israël, le Sahel et notamment le Mali. Le 25 janvier 2024, le gouvernement malien a annoncé son retrait de l'accord d'Alger conclu en 2015, accusant l'Algérie d'ingérence dans les affaires intérieures du Mali et de vouloir soutenir les mouvements terroristes et séparatistes au Sahel. Les Émirats arabes unis sont soupçonnés à leur tour par l'Algérie d'avoir poussé les autorités maliennes à se retirer de l'accord pour lutter contre les groupes djihadistes.

Sur la question du Sahara occidental, l'alignement des Émirats sur Rabat est un irritant de plus dans la relation compliquée avec Alger. Les Émirats ont ouvert un consulat à Al Ayoun, ville la plus importante du Sahara occidental, alors qu'aucun ressortissant émirati n'y réside.

Sur la question de la relation avec Israël, Alger ne peut admettre que les deux monarchies aient normalisé leurs relations avec Israël dans le cadre des accords d'Abraham signés en août 2020. Un facteur aggravant est l'étroite coopération qui s'est instaurée dans plusieurs secteurs entre Abou Dabi et Tel-Aviv.

La solidarité entre monarchies se manifeste dans plusieurs domaines. Abou Dabi est accusé d'avoir fourni au royaume chérifien des systèmes de surveillance sophistiqués qu'Alger accuse d'être dirigés contre lui. Sur le plan économique, les Émirats sont le premier investisseur arabe au Maroc et le troisième IDE du pays. Les principaux domaines de coopération sont l'énergie renouvelable solaire et éolienne, l'agriculture, la pêche, la ligne à grande vitesse Tanger/Casablanca et le tourisme.

La relation économique entre Alger et Abou Dabi a connu l'effet inverse. Des différends commerciaux dont un des plus emblématiques est celui qui oppose les deux pays sur la régie des tabacs. En février 2024, Alger décide de suspendre le contrat signé en 2005 qui avait induit le démantèlement de la société nationale des tabacs et des allumettes (SNTA), fondée en 1963, pour créer la Société algéro-émiratienne du tabac (STAEM)

LE QATAR, UN ENTRISME À TRAVERS DES PERSONNALITÉS LIÉES À LA MOUVANCE ISLAMISTE

Le Qatar rival dispose d'un outil de pénétration incomparable. Il s'agit de la chaîne *Al Jazeera* et ses multiples déclinaisons. Ce médium offre une tribune exceptionnelle pour la diffusion des idées islamistes. L'un des exemples les plus emblématiques est l'espace accordé au chef spirituel des Frères musulmans égyptiens, le Cheikh Youssef Al Qaradaoui, qui pendant de nombreuses années a occupé une place de choix au sein d'*Al Jazeera*.

Le soutien de Doha aux mouvements de l'Islam politique se manifeste aussi à travers plusieurs actions. La principale d'entre elles est l'accueil sur son territoire de personnalités de la mouvance islamiste radicale comme l'Algérien Abbassi Madani, cofondateur du Front islamique du Salut (FIS), Ali Sallabi le Libyen, ou Rafik Abdul Salam, gendre de Ghannouchi président du parti islamiste tunisien Ennahdha, et un temps (2011-2013) ministre des Affaires étrangères tunisien, ainsi que Dah ould Abdi, ministre mauritanien des Affaires étrangères, devenu par la suite représentant de Qatari Diar (société d'investissement qatarie) dans son pays.

Doha est conscient qu'il doit s'imposer à l'extérieur pour exister sur la scène internationale. Le pays pratique ainsi la politique du carnet de chèques, comme ce fut le cas avec le Hamas à Gaza, mais aussi à travers les organisations caritatives comme Qatar Charity ou à travers des ONG comme Tunisia Charity, Marhama ou l'association tunisienne de coopération et de communication sociale qui viennent en aide aux plus démunis ou en finançant des projets de développement.

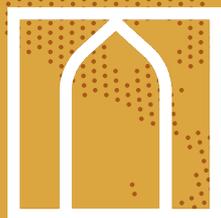
Lors du boycott du Qatar décrété en 2017 par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ainsi que le Bahreïn et l'Égypte, le Maroc a pris soin de se tenir à distance de la querelle en ne s'associant pas aux sanctions et envoyant même une aide à Doha. La relation entre Doha et Rabat, sans atteindre le degré de proximité que celle entretenue avec Abou Dabi, est bonne.

LES PAYS DU GOLFE, UN DÉBOUCHÉ POUR LA MAIN-D'ŒUVRE EN PROVENANCE DU MAGHREB

L'autre élément de l'influence des pays du Golfe est l'attraction qu'ils exercent en termes d'opportunités de travail pour des ressortissants de pays où le chômage est important. Ils sont nombreux à venir tenter leur chance à Dubaï, Doha ou Riyad. Appréciés parce que bien formés, ils exercent souvent des professions à haute valeur ajoutée comme pilotes de ligne pour des compagnies comme Qatar Airways, journalistes vedettes à *Al Jazeera*, médecins tunisiens dans les hôpitaux ou dans l'enseignement et l'hôtellerie. Pour les ressortissants du Maghreb, il y a l'attraction des salaires élevés et la vie dans un environnement musulman. Le fait d'appartenir à un pays arabe ne confère pas un statut plus privilégié que pour les ressortissants d'autres pays. Ils sont soumis aux mêmes contraintes et la précarité est la même pour tous. L'immigration des pays du Maghreb reste toutefois assez réduite comparée à celle issue d'autres régions comme le sous-continent indien ou le Sud-est asiatique.

Dans ce contexte, l'Arabie saoudite semble la grande absente de l'influence du Golfe dans cette région. Riyad ne semble pas, pour le moment, vouloir s'investir massivement ou s'immiscer au Maghreb se réservant le rôle d'autorité morale et la prééminence qui lui est conférée par son envergure financière.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.